

Avoir 20 ans dans une township

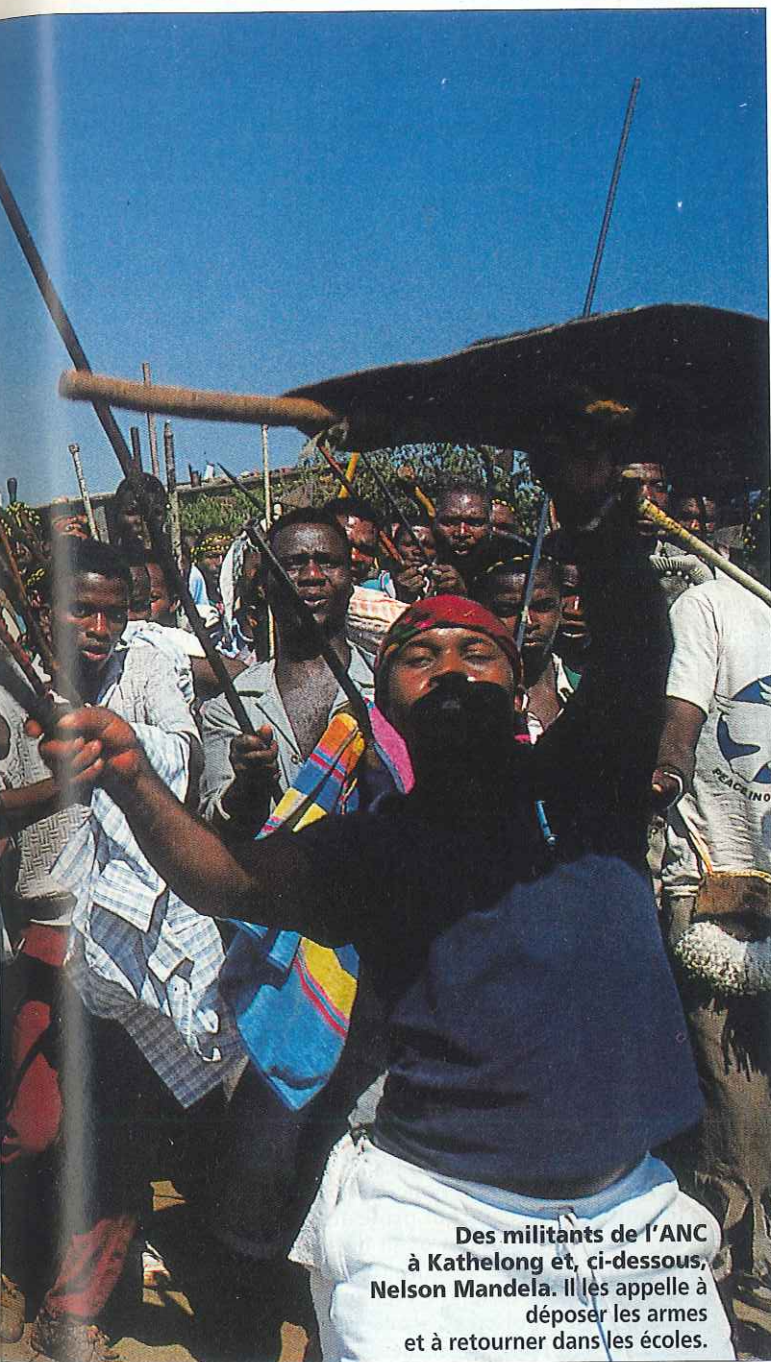


Ils ne connaissent que la rue et le combat. Après avoir été les fers de lance de l'ANC, ils attendent tout de la victoire de Mandela aux premières élections multiraciales. Gare à lui s'il les déçoit !

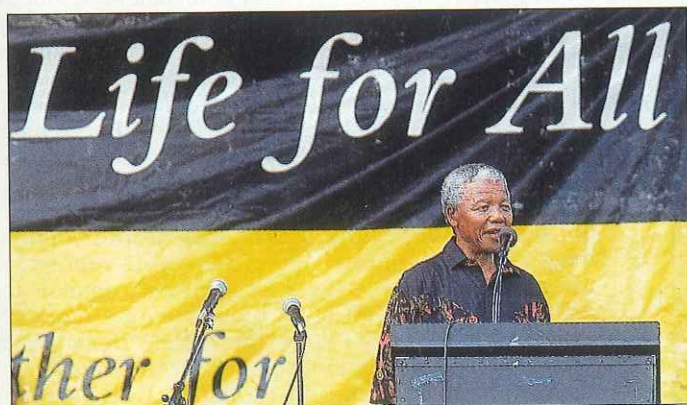
De notre envoyé spécial

A l'heure où le soleil se lève sur la cité noire de Katlehong, à quelques kilomètres au sud-est de Johannesburg, on entend seulement, dans les ruelles, le glissement des pas sur la terre battue. Depuis plusieurs heures, déjà, ceux qui ont la chance d'avoir du travail sont partis chercher le minibus qui, en échange de quelques pièces, les dépose chaque matin dans la ville blanche. Les autres, ceux qui restent à Katlehong, chômeurs sans le sou ou écoliers en vacances, se préparent pour une nouvelle journée de solide ennui...

Sauf, peut-être, Richard Jingashe et ses amis. Les voici qui apparaissent au coin d'une allée, derrière la banderole vert, jaune et noir de l'African National



Des militants de l'ANC à Kathelong et, ci-dessous, Nelson Mandela. Il les appelle à déposer les armes et à retourner dans les écoles.



Congress (ANC). La bande d'adolescents parcourt les rues, secoue les indolents, alerte le quartier : un meeting se prépare. Ils sont plusieurs dizaines, maintenant, qui se regroupent sur le terrain de football tout proche et qui forment un cercle, assis dos à dos, tandis qu'un homme les asperge d'eau. « On ne sait jamais quand on va nous tirer dessus », explique Richard, l'un des responsables locaux de la Ligue de la jeunesse de l'ANC. Les militants se sont, alors, adressés à un sorcier : sa décoction à base d'herbes doit les immuniser contre les balles. Cette potion, ils l'ont avalée l'an dernier, mais l'eau sacrée permet d'en réactiver le pouvoir : « Ainsi, nous sommes protégés, poursuit Richard. Si un tireur nous prend pour cibles, il détournera involontairement son arme et la balle sera déviée. » Il suffisait d'y penser.

A 22 ans, Richard Jingashe s'est beaucoup sacrifié pour la libération des Noirs en Afrique du Sud. C'est sans doute pour cela que son regard est déjà celui d'un vieil homme. Il n'avait pas 15 ans quand il a « rejoint la lutte », comme il dit. En 1991, la police est venue chez lui pour l'arrêter : il est parvenu à s'enfuir, a gagné Lusaka (Zambie), où il a intégré « MK » (« la Lance de la nation »), la branche armée de l'ANC. L'an dernier, Richard a mis fin à son exil et a rejoint sa famille. Il vit avec ses deux parents, ce qui est rare dans la cité, car l'apartheid séparait souvent le chef de famille des siens. Il n'a jamais eu d'emploi à proprement parler. Il est en classe de première et éprouve quelques difficultés à s'adapter à un système d'éducation dont il appela, hier encore, à boycotter les cours. Il fait de son mieux, pourtant, et fréquente l'école Fumana, surnommée précisément « MK » par la population, en hommage à l'armée clandestine de l'ANC. Il n'y a ni électricité, ni bibliothèque, ni cahiers en quantité suffisante. En fait, les salles de classe n'ont même pas de portes... Richard repense souvent à ses années d'engagement, à quelques jours de la victoire attendue de l'ANC et de son président, Nelson Mandela, aux premières élections démocratiques du pays, les 26, 27 et 28 avril.

Dans les cités, ils sont des millions de jeunes Noirs qui ont abandonné leurs études, comme Richard, pour les besoins de la « cause ». Certains étaient militants, membres clandestins de la Ligue des jeunes de l'ANC. D'autres, moins politisés, ont accompagné un mouvement de boycott des écoles, facilité par l'ineptie du système scolaire. Ils se sont retrouvés dans les rues – où quelques-uns traînent encore – à jouer aux dés ou encore aux cartes, à boire de la bière ou sniffer de la colle. Leur comportement se résume par un slogan des années 80 : « Liberation before education ! » (La libération avant l'éducation).

Parallèlement aux mouvements syndicaux et à l'embargo international sur les échanges avec l'Afrique du Sud, les jeunes ont rendu les cités noires « ingouvernables ». Ce sont eux, alors que les principaux leaders de l'ANC se trouvaient en prison ou en exil, qui ont préparé la période actuelle. Mais le prix à payer est proprement terrifiant. On parle, à leur propos, de « génération perdue » – marginalisée, sous-qualifiée et sans doute irrécupérable. Avec mépris, ils récusent le terme et s'affirment comme une élite révolutionnaire, dont l'action fit plier le gouvernement de la minorité blanche, jusqu'à sa capitulation de facto. Mais les gavroches des townships sont orphelins de leur propre victoire, mis à l'écart au sein d'une organi-



NÂÎTRE ET VIVRE

(RÉGION PARISIENNE)

ASSOCIATION POUR L'ÉTUDE
ET LA PRÉVENTION DE LA MORT SUBITE
INEXPLIQUÉE DU NOURRISSON

ORGANISE UN CONCERT

EN L'ÉGLISE NOTRE-DAME-DU-TRAVAIL
59, RUE VERCINGÉTORIX - 75014 PARIS
VENDREDI 6 MAI 1994 À 20 H 30

Au programme
œuvres de

CIMAROSA, FRESCOBALDI,
CORELLI, MARIN MARAIS, TELEMANN

interprétées par

Mirella GIARDELLI,
clavecin
Claire GIARDELLI,
violoncelle et viole
Jean-Louis CHARBONNIER,
viole de gambe
Laurence POTTIER,
flûte à bec

L'Orchestre symphonique de jeunes

Alfred LEWENGUTH, dirigé par
Bruno DOTTIN, interprétera :

"NUIT SUR LE MONT CHAUVÉ"
MOUSSORGSKI
"OUVERTURE SUR DES THÈMES RUSSES"
RIMSKI - KORSAKOV
OUVERTURE DE "LA CHAUVÉ SOURIS"
JOHANN STRAUSS

Prix des places*

150 F (adultes) - 70 F (jeunes)

*Les fonds que nous réunirons serviront
à soutenir la recherche médicale, pour que tous
les enfants puissent
nâître et vivre

Billets sur place quarante - cinq minutes avant le concert

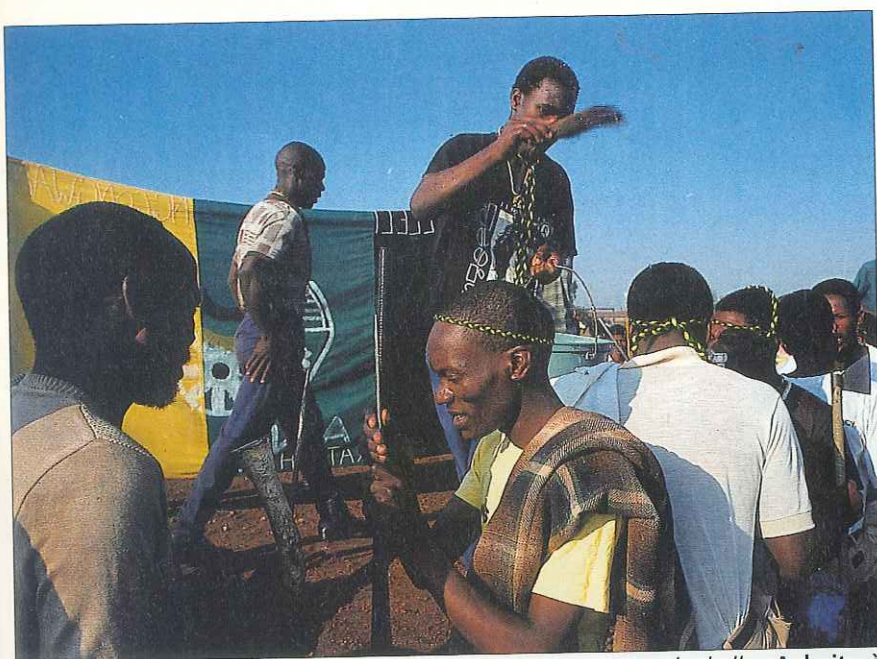
■■■

sation - la leur - dont les chefs s'embourgeoisent et ont quitté, l'un après l'autre, leurs cités d'origine.

Alors que leurs aînés s'apprentent à goûter les subtilités et les charmes du pouvoir, ces jeunes qui se sont battus contre l'ancien ordre social n'ont plus les moyens d'intégrer le nouveau. Car les jeunes « camarades », héritiers tragiques des années de l'apartheid, sont aussi, qu'ils le veuillent ou non, les fils d'un pays profondément conservateur. Au lendemain du « grand soir », ils n'envisagent pas de Commune ni de coopérative ouvrière. Ils ne sont pas choqués par le futur gouvernement d'union nationale, où se côtoieront ministres de l'ANC et du Parti national, au pouvoir depuis plus de quarante ans.

Leur rêve, c'est celui d'une candidate au titre de Miss Hiver 1994, entrevue l'autre jour à Soweto : « Vivre dans une banlieue américaine et conduire une BMW. » Leur fantasme, c'est aussi celui des jeunes boxeurs de la salle d'entraînement du quartier de Kilani : « Devenir champion du monde. » Leur désir, c'est encore celui de Nkululenko (Liberté, en zoulou), cette actrice de 16 ans, au charme hypnotique, qui joue dans une troupe théâtrale de Soweto : « To become a film star ! » Leurs parents, plus prosaïquement, aimeraient bénéficier de l'électricité et de l'eau courante. Soit. Pourtant sans réel travail ni véritable école, quel sera l'avenir de leurs enfants ? On leur promet beaucoup, mais, s'il le faut, les gosses demanderont des comptes au prochain gouvernement : « Une fois que Mandela sera président, tout ira mieux pour nous, pronostique Richard. Mais si, par extraordinaire, ce ne devait pas être le cas, on reprendra la lutte. » L'ANC, conscient du risque que ses propres troupes se rebellent, multiplie les rappels à l'ordre. Peter Mokaba, l'ancien leader de la Ligue des jeunes et familier des déclarations tonitruantes, a été remplacé par Lulu Johnson, un « révolutionnaire tranquille », bien plus malléable. Surtout, dans chacun de ses discours, Mandela appelle la jeune garde à « déposer les armes » et à « retourner dans les écoles ». Depuis un an, il est à peu près entendu. Mais cela ne durera peut-être pas...

L'histoire de l'engagement de la jeunesse remonte au 16 juin 1976. Ce jour-là marque le début des émeutes à Soweto, immense cloaque dans la banlieue de Johannesburg. La police tente d'interdire une manifestation de lycéens qui protestent contre le gouvernement de John Vorster et sa dernière réforme : la moitié du programme scolaire dans les écoles noires devra désormais être enseigné en langue afrikaans - celle des Blancs. Les policiers abattent un garçon de 13 ans, Hector Peterson, et en blessent sept autres. Cette tragique journée signe le réveil du mouvement de libération noir, après une longue période de somnolence. Une seconde vague d'émeutes surgit au milieu des années 80. A une grave crise économique s'ajoute l'introduction d'un système parlementaire à trois chambres excluant la majorité noire des débats. L'insurrection déclenche l'état d'urgence et l'arrestation sans jugement de 30 000 activistes ou supposés tels, laissant ainsi le champ libre à des gangs de jeunes qui font régner la terreur dans leur propre communauté. Le mot d'ordre de l'ANC est de rendre les townships ingouvernables et les gamins s'y emploient : « Ils ont réussi là où leurs prédécesseurs modérés avaient échoué », souligne John Kane Berman, de l'Institut des relations raciales de Johannesburg. C'est vrai, mais la nature de leur action aura des



Un sorcier « immunise » les jeunes de l'ANC contre les balles. A droite, à Katlehong, ils sont désœuvrés.

conséquences dramatiques pour la société en général.

Car les méthodes employées par les jeunes militants dépassent parfois en cruauté les techniques employées par le gouvernement. Les malheureux qui ne respectent pas les appels au boycott de certains produits sont quelquefois contraints de les avaler (y compris du savon ou du détergent). D'autres sont morts, victimes de la pratique atroce du « collier » : un pneu en flammes posé autour du cou de la victime. Parce qu'ils mènent la guerre contre un système inique, les « jeunes lions » agissent en toute impunité.

Aujourd'hui encore, des tribunaux populaires, souvent présidés par des adolescents, règlent les querelles du quartier. Une procédure détestable, sans doute, mais acceptée par les habitants, en l'absence d'un véritable système judiciaire.

Dans un article remarquable paru dans la revue britannique « African Affairs » en 1992, le Pr Nhlhla Maake, de l'Ecole des études orientales et africaines, à Londres, évoque le développement, pendant les années 80, d'une « culture de chasse aux sorcières »

A. LELUC

AFRIQUE DU SUD : LA PREMIÈRE ÉLECTION MULTIRACIALE

LE SCRUTIN

Quand ? Les 26, 27 et 28 avril.
Pour qui ? 22,7 millions d'électeurs, dont 17 millions voteront pour la première fois.
Pour quoi ? Désigner à la proportionnelle les 400 députés de l'Assemblée nationale et les représentants aux assemblées des neuf nouvelles régions.

LE POIDS DES DEUX FORCES PRINCIPALES (1)

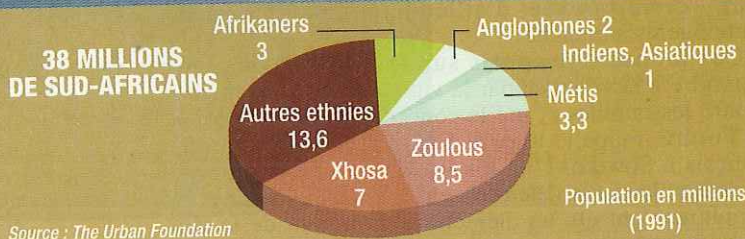
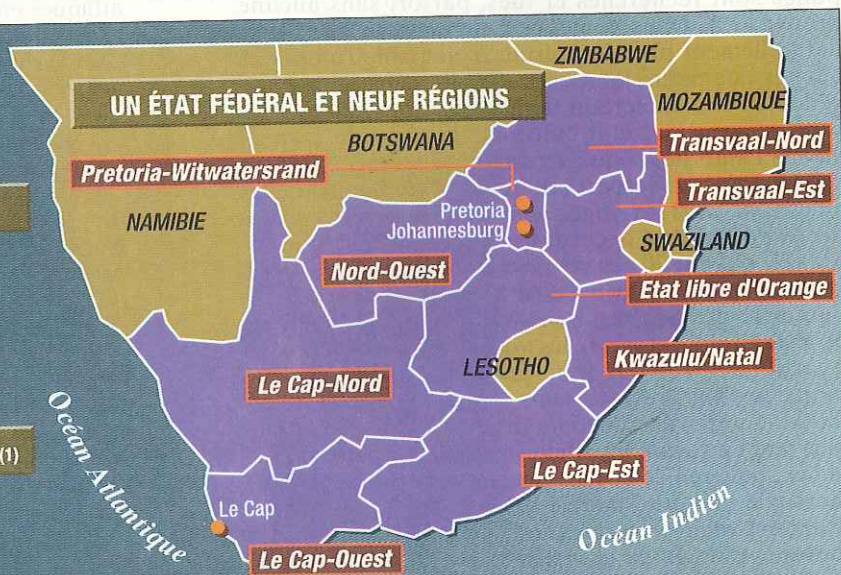


L'ANC de Nelson Mandela : entre 50 et 65 % des suffrages.



Le Parti national de Frederik De Klerk : entre 15 et 20 % des suffrages.

(1) Selon les sondages d'opinion.





Entraînement de boxe dans un gymnase de Soweto. « Devenir champion du monde. »

■ ■ ■
 tous ceux qui sont soupçonnés de collaborer avec la police sont recherchés et tués, parfois sans aucune preuve (...). Dans ce genre de situation, on trouve naturellement plus de présumés coupables parmi les adultes que parmi les jeunes. Car les générations précédentes ont un certain nombre de convictions profondes, issues de leur culture d'origine : le respect envers l'autorité, la qualité du dialogue, mené dans le calme et dans le respect absolu de la vie humaine ; les aînés sont aussi les principaux bénéficiaires des postes de responsabilité accordés par le gouvernement ». Maake, qui eut 20 ans en 1976, note encore : « J'avais appris pendant mon enfance à respecter absolument l'autorité des adultes, bons ou mauvais, proches ou étrangers, et à respecter les voisins et les habitants du quartier. Par-dessus tout, je devais le respect aux morts, nos ancêtres, et à leurs sépultures. Il était interdit de montrer un cimetière du doigt. Mais j'ai grandi plus tard en voyant les adultes humiliés et battus par la police, puis reniés et tués par ma génération. » C'est alors que l'autorité morale des parents et des professeurs est remise en question, que la fin justifie les moyens. L'usage de la violence devient une pratique pardonnable (même aux yeux de l'Eglise, dans certains cas) – et approuvée, d'ailleurs, par une partie de l'intelligentsia blanche.

Ces jeunes ont appris sur le terrain comment répondre à la violence par la violence. « L'apartheid a séparé les familles et nié le concept même de la loi et de l'ordre, rappelle le père Emmanuel Lafont, prêtre français à Soweto. Une loi au service d'une minorité sème forcément le désordre, et les policiers chargés de l'appliquer ont été un élément déterminant de la violence. Leur formation les a conduits à tirer, non à pro-

téger. » Ces forces de l'ordre ont aussi organisé la violence au sein des communautés, en simulant des attaques entre organisations ou en armant les Zoulous, proches de l'Inkatha. On comprend ainsi pourquoi la grande majorité des habitants préfère établir sa propre justice en gardant la police à l'écart de ses problèmes.

Aujourd'hui encore, des milliers de petits gangsters paradent, déguisés en militants politiques. La situation, en effet, s'est aggravée depuis le début des années 90, avec l'arrivée d'armes venues du Mozambique et la libération, il y a deux ans, de 57 000 prisonniers de droit commun, qui quittèrent leurs cellules en même temps que 600 prisonniers politiques... A Sharpeville, les responsables de l'ANC reconnaissent humblement qu'ils ne contrôlent plus les petits shérifs de leurs propres milices d'autodéfense (SDU, « self-defence unit »). Dans un « code de bonne conduite », distribué il y a quelques mois par l'organisation à ses SDU, l'ANC rappelle à ses sympathisants de ne pas abuser de leurs armes à des fins personnelles. Peine perdue, « car les politiciens ne suivent plus comme autrefois la situation sur le terrain », soupire un journaliste.

Autrefois, l'ANC et ses organisations affiliées proposaient une structure d'accueil pour une partie de la jeunesse désœuvrée. Aujourd'hui, il s'apprête à devenir un parti au pouvoir, c'est-à-dire « gestionnaire ». Par anticipation, le mouvement a modernisé son discours, qui frôlait parfois ceux du 1^{er}-Mai, sur la place Rouge, à Moscou. Mais, face à une nouvelle réalité, il n'a pas su renouveler l'attrait qu'il présentait pour les générations montantes.

A quoi riment, dans ces conditions, les peintures murales révolutionnaires ou l'édification de prétendus

« parcs du peuple » sur la terre-plein des routes ? Les responsables locaux reconnaissent que leur objectif est simplement d'occuper les jeunes « qui ne vont pas à l'école et qui n'ont pas non plus d'emploi, pour éviter qu'ils ne boivent ou qu'ils ne reniflent de la colle ». Un projet politique, en définitive, bien mince...

S'il n'y prend garde, l'ANC au pouvoir pourrait perdre le soutien d'une partie de cette génération, aguerrie aux combats politiques, au profit de courants politiques plus radicaux, comme le PAC (Congrès panafricain) : Duncan Ximbo, un sympathisant âgé de 16 ans, n'hésite pas à soutenir que « les profs blancs devront être physiquement éliminés s'ils refusent d'évacuer nos écoles ». Ceux qui rejettent ce discours pourront se tourner vers un Parti communiste dont tout indique qu'il s'affranchira rapidement de ses liens avec l'ANC, dans l'espoir d'attirer l'électorat populaire. Au sein de l'ANC lui-même, des personnalités charismatiques telles que Winnie Mandela, ex-épouse du leader, ou Peter Mokaba, l'ancien chef de la Ligue des jeunes, pourraient déstabiliser l'équipe au pouvoir avec l'aide des turbulents adolescents.

Dans les années à venir, on le voit, l'ANC éprouvera plus de difficultés avec ses propres troupes qu'avec ses opposants. Actuellement, 8 millions d'habitants vivent dans des bidonvilles. Dans certains quartiers, plus de 8 habitants sur 10 sont au chômage. Répondre rapidement à leurs attentes relève de la chimère. Pourtant, l'enjeu est de taille, puisque l'âge moyen de la population noire ne cesse de baisser : il est à présent de 17 ans. L'âge moyen des électeurs noirs est de 25 ans et 5 mois (contre plus de 35 ans pour les Blancs).

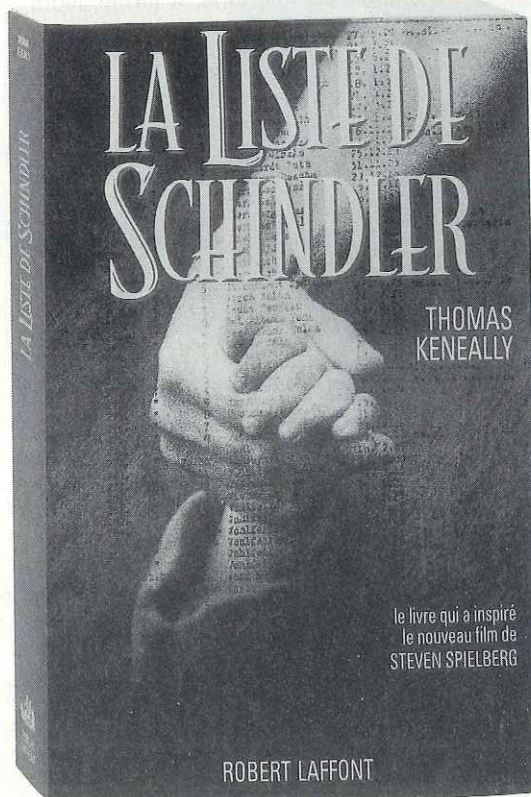
Ils attendent beaucoup de leur vote. Mais la plupart ont bénéficié d'une éducation médiocre, délibérément conçue comme telle par le Dr Hendrik Verwoerd, grand prêtre de l'apartheid « classique » des années 50 et dont l'objectif déclaré était de préparer les Noirs aux tâches serviles. « Pourquoi enseigner les mathématiques à un enfant bantou ? » demanda-t-il, en 1954, lors d'un débat parlementaire sur l'éducation. Avec ce terrible handicap, combien d'entre eux pourront être admis dans la société ? Il ne suffit pas de décréter un « favoritisme racial », aux applications parfois contestables. En 1993, seulement 1 % des étudiants et des lycéens terminant leurs études ont intégré le système économique formel (contre 7 % entre 1985 et 1990). Le gâteau économique s'est réduit et les parts revenant à la majorité noire après les élections s'en trouvent diminuées.

Anticipant l'ampleur des frustrations à venir, Mandela proposa autrefois, dans l'incrédulité générale, d'abaisser le droit de vote de 18 à 14 ans. Avec le recul, on comprend mieux son objectif. N'était-ce pas là un moyen habile d'« intégrer » les jeunes « camarades » dans les canaux institutionnels ? Comme le résume l'hebdomadaire britannique « The Economist », « ce n'est pas le prochain gouvernement qui ruinera l'économie, mais c'est l'économie qui pourrait bien ruiner le prochain gouvernement ».

« Dans les années 80, l'ANC incarnait les rêves les plus fous des adolescents, se souvient Belinda Bozzoli, sociologue à l'université de Witwatersrand. Les meilleurs ont été promus dans les rangs de l'organisation et ont quitté les cités noires. Avec le chômage, la pauvreté croissante, l'aggravation de la violence et la

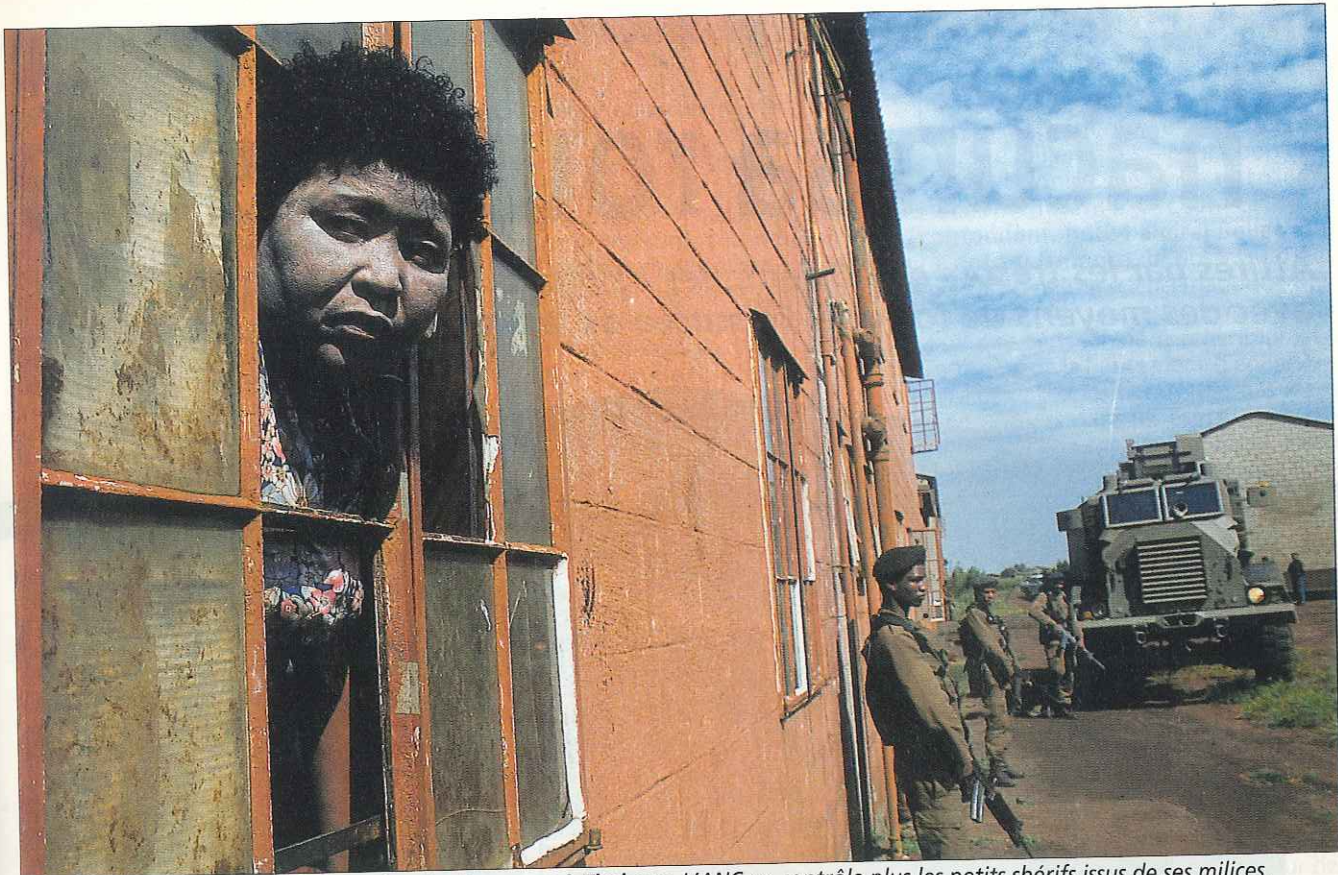
Suite page 129 ■■■

Quelquefois
les mots
en disent
encore plus
que les
images



400 pages - 129 F
Première édition janvier 1984

UN LIVRE
ROBERT LAFFONT



Une patrouille de militaires cherche des armes à Thokoza. L'ANC ne contrôle plus les petits shérifs issus de ses milices.

■■■ Suite de la page 127

dégradation des conditions de logement, ceux des townships ont perdu leurs dernières illusions. Dans les écoles et les lycées, les professeurs sont sous-qualifiés, souvent en grève et parfois alcooliques. Vous imaginez ce que c'est, un pareil enseignant devant une classe de 60 élèves ? Si leur situation ne s'améliore pas, ils pourraient peser durablement sur le futur gouvernement. Bien encadrés, leur pouvoir est réel. Mais je n'y crois qu'à moitié. Il est aussi possible qu'ils imitent la démarche des jeunes Noirs américains et qu'ils délaissent les voies de la politique, chères à leurs aînés, pour celles de la sous-culture, comme le rap, les fringues... L'avenir radieux, le millénarisme de l'ANC, ils en sont déjà revenus. »

Depuis quelque temps, explique un autre enseignant, un phénomène nouveau est apparu à l'Université : « Beaucoup d'étudiants noirs estiment qu'ils ont droit à de bonnes notes ou à un emploi plus ou moins prestigieux quel que soit leur niveau. Ils y ont droit, disent-ils, parce qu'ils se sont battus pour leur propre libération. » Avec la destruction du système éducatif, c'est peut-être un des héritages les plus odieux de l'apartheid. Blancs comme Noirs, beaucoup de Sud-Africains refusent d'assumer une quelconque responsabilité pour leurs actes – passés, présents ou à venir. Parce que l'apartheid ne tolérait pas le débat démocratique et la compétition d'égal à égal, il a provoqué une sorte d'infantilisation. Il faudra beaucoup de temps pour réunifier un pays totalement schizophrène. Mais la jeunesse, c'est sa nature, est impatiente.

Marc Epstein ■

Reportage photo :
G. Mendel/Rapho pour L'Express.

IMMOBILIER NEUF À USAGE LOCATIF

Plus de 8 000 investisseurs nous ont déjà fait confiance. Pourquoi pas vous ?

Pour constituer votre patrimoine en toute sécurité et payer moins d'impôts, investissez dans notre placement immobilier locatif.

38 villes disponibles, financement personnalisé, services location et après-vente intégrés, constructions faisant l'objet de certifications de garantie.

Notre expérience de l'immobilier et notre connaissance du marché locatif font de GMI, avec 8 000 clients acquis, le partenaire privilégié pour la valorisation de votre patrimoine...

Pour une information sans engagement, retournez ce coupon à :

GMI Constructeur-Promoteur
Route de Vannes, BP 5 44260 SAVENAY
ou appelez le 42 89 15 15 (de Paris),
ou le 40 56 40 00 (de Province).

GMI
CONSTRUCTEUR-PROMOTEUR

L'immobilier intégral

Droit d'accès et de rectification. Loi du 6.1.78 - SA au capital de 5 000 000 F
RCS Paris B 391 823 804

Nom _____
Adresse _____
Tél. _____

A2EX494